

*La République de Guinée : Toujours l'insoumise de la France impérialiste ? (Réactualisé)*

***Cet article de grande importance a été écrit au lendemain de la nomination en Guinée d'un gouvernement de transition en 2010, dirigé par Jean Marie Doré, conformément aux Accords de Ouagadougou. Près de cinq ans après sa publication, ce texte a toujours sa valeur car les faits et événements qui se sont succédés en Guinée dans certains pays africains (la Côte d'Ivoire, le Mali, le Gabon, le Togo, la RD Congo, Lybie) n'ont pas dérogé ma vision (et prévision) . J'ai trouvé utile de le "réchauffer" pour le publier après les élections présidentielles en République de Guinée***

***Bonne lecture***

Depuis les tueries barbares de l'armée guinéenne contre son propre peuple lors des manifestations du 28 septembre 2009, la République impérialiste française ne cesse d'user de tous les moyens pour récupérer ce qui lui aurait échappé le 28 septembre 1958. C'est à dire la soumission totale de la Guinée à la France Impérialiste et ceci à l'image des autres pays francophones d'Afrique. Car une chose reste certaine la France n'a jamais digéré la perte de la Guinée suite au référendum historique de 1958.

Les questions fondamentales que l'on se pose face à la situation tragique que vit actuellement la Guinée restent : à savoir jusque quand la France continuera-t-elle à jouer sur l'alibi démocratique et des droits de l'homme pour des fins impérialistes ? Où était la France lors des tueries de janvier-février 2007 ? lors des tueries des 5 dernières années du Regime de Condé ? Quelles sont les causes de ce rebondissement d'intérêt de la France impérialiste vers la Guinée ?

Pourquoi l'élite africaine notamment celle guinéenne ne veut pas comprendre que nous sommes les seuls véritables responsables de l'alternance politique et de la défense de tous nos droits dans nos pays ?

Il n'est en réalité un secret pour personne que les raisons de l'engagement de la France dans l'actuelle crise guinéenne sont purement et simplement d'ordre économique et politique. Personne n'ignore qu'en dehors des faux opposants, des fausses ONG bref une fausse élite se trouvent des enjeux véritables de cet intérêt brusque de la France pour la Guinée. Il suffit de jeter un regard sur ces exemples illustratifs comme le cas du Togo, du Gabon, du Cameroun, de Madagascar, de la République Centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, du Congo-Brazzaville etc. pour ne citer que ceux-là. Ces exemples démontrent à quel prix la France sur l'alibi démocratique continue à piller ces pays et tout en leur privant des transitions démocratiques consolidées. La France à l'instar de toutes les anciennes puissances coloniales, vu l'avancée menaçante de la Chine (pour elles) n'a jamais eu autant besoin de renforcer sa présence en Afrique sous prétexte d'instaurer des régimes fondés sur la démocratie. Ces puissances y arrivent au prix de l'ingérence, de la subversion et de la guerre.

Le soutien de la France au fils de l'ancien président togolais, Eyadema, lors des élections présidentielles de 2005 et au fils de l'ancien président gabonais, Omar Bongo, lors des élections présidentielles de 2009 en est un exemple illustratif. Ces fils de dictateurs, de Nègre aux services des Blancs ont pu avec l'aide de la France prendre les rênes de leur pays et ceci malgré le changement voulu par la majorité de ces deux peuples anéantis et meurtris après plus de 40 ans de dictature. L'opposition togolaise et gabonaise fût anéantie, les peuples togolais et gabonais massacrés. La France et sa bande de communauté internationale se sont tues. Faure Eyadema et Ali Bongo se sont installés au pouvoir, des nouvelles dynasties sont nées en Afrique.

*On aurait pu penser que cette parodie d'élections démocratiques, avec ses grosses ficelles et ses manœuvres éhontées s'arrêtaient là après la mort de dictateurs que sont Omar Bongo et*

*Gnassingbé Eyadema. Au contraire, la France a sans cesse fourni des nouvelles ressources pour permettre aux deux fils de perdurer afin d'assurer la continuité qui consiste en imposant leur candidat à la succession du dictateur et garantir leurs intérêts dans les pays, et ceci malgré les dénonciations récurrentes des peuples d'Afriques.*

L'ancien président congolais, Pascal Lissouba, s'est vu évincé du pouvoir en 1997 par une rébellion, menée par Denis Sassou Nguesso lorsqu'il a remis en cause les accords d'exploitations du pétrole signé entre son pays et la multinationale française, ELF.

L'actuel président ivoirien s'est vu confronté en 2002 à une rébellion dans son propre pays lorsqu'il a voulu "décoloniser" l'économie ivoirienne à son arrivée au pouvoir en 2000. Car jusqu'en 2002, les intérêts français en Côte d'Ivoire représentaient un tiers des investissements étrangers et 30 % du PIB ivoirien. Ainsi dans chaque ministère ivoirien se trouvait un représentant français qui veillait à ce que les intérêts de la France notamment les grandes multinationales comme Bolloré, Bouygues, EDF et Saur soient garantis, sans être confrontée à une concurrence des autres multinationales d'où qu'elles viennent.

Ceci étant, personne n'avait à toucher à ce privilège néocolonial dont jouissent les multinationales françaises en Côte d'Ivoire. L'envie prononcée des Ivoiriens de vouloir en finir avec cette « indépendance confisquée » qui dure depuis plus de 40 ans leur a coûté une rébellion de 8 années avec un pays divisé qui peine à retrouver sa liberté, son indépendance et surtout sa stabilité politique.

Le Sieur Blaise Comparé en bon nègre au service de la France entretient aujourd'hui l'un de régimes les plus répressifs du continent.

Que fait et que compte faire cette même Communauté internationale contre les conflits, les tensions sociales, les violences de tout genre et les pertes de revenus en Afrique ?

**Rien sinon qu'une indignation sélective ou une justice à géométrie variable. Car la déclaration universelle des droits de l'homme existant depuis 60 ans n'est valable que " pour eux les "civilisés" qui évitent la guerre chez eux et se serrent les coudes dans la mise au pas des "barbares".**

Pillée et humiliée, l'Afrique se doit de tirer le maximum d'enseignements de cette réalité en apprenant à distinguer les conséquences des actes de sabotage économique et de déstabilisation des dirigeants qui osent dire "non" de la mauvaise gestion que les démocraties occidentales savent, du reste, pardonner tant que leurs intérêts ne sont pas menacés.

Il serait donc naïve de la part de la diaspora guinéenne de penser que cette France impérialiste, de même que cette communauté internationale impérialiste, va contribuer à l'instauration d'un système démocratique fiable et consolidé en Afrique plus précisément en Guinée.

**Sachez bien que les transitions démocratiques en Afrique et particulièrement en Guinée ainsi que le vote ne servent qu'au renouvellement du personnel local du système-monde. Les électeurs locaux en deviennent, à leur propre insu, des clients de la politique spectacle et les victimes des rapports marchands qui lui sont sous-jacents. Les sujets qui peuvent écorcher les oreilles du G8, de l'UE tel que le pillage des matières premières de l'Afrique, le diktat des grandes puissances, la dette extérieure, les réformes néolibérales sont soigneusement écartés du débat électoral quand débat il y a.**

La Guinée est sur le chemin de devenir membre du Précaire France-Afrique.

Le joug du néocolonialisme continue à se resserrer autour de l'Afrique avec l'aide d'une élite africaine, incompétente, insoucieuse et apatride comme celle que constitue ce nouveau gouvernement qui vient de naître en Guinée depuis le lundi 15 février 2010.

Donc, réveillons-nous afin de pouvoir nous débarrasser de cette élite complaisante, arrêtons surtout de soutenir des faux opposant, les faux medias aux ordres, les associations et ONG qui savent manier la langue de bois et qui attendent d'être récompensés et utilisés pour soigner

l'image de leurs pays.

**Baldé Aissatou Cherif**

**Politologue à Hambourg. Allemagne**